



Ste ANNE, 15 novembre COUP DE BLUFF !

Annoncée peu avant le 4 octobre, le DG confirmait, le 15 novembre, lors de son passage à Marseille, la suspension de la vente de Ste Anne. Il confirmait aussi le transfert des SIP et SIE vers Borde.

La direction locale dit vouloir «revitaliser» le site, chercher de nouveaux locataires pour Ste Anne et veut lancer une expertise. Cette «proposition» n'est pas négociable et nous devrions être contents.

Le site de Ste Anne avec ses 300 agents et sa vingtaine de services était le plus grand site impôts des Bouches-du-Rhône et un des plus gros de France. Il est plus important que beaucoup d'anciennes directions des services fiscaux. Fin 2008 une rumeur sur l'éventualité de la vente du site inquiéta les agents et la CGT. La direction démentait avec vigueur cette rumeur pour, fin 2009, la confirmer...

Le calendrier du transfert des services s'étalait de juillet 2010 pour les SIP/SIE à fin 2012 pour les autres. Les services devaient être transféré sur le site de Borde/Liandier au centre de Marseille. 1000 Agents s'y trouveraient ainsi entassés et s'y concentreraient la gestion et la réception de plus de la moitié des contribuables Marseillais.

Le nouveau site deviendrait un monstre, dans des locaux, à tous points de vu inadaptés pour les usagers comme pour les personnels.

Cette opération fut imposée sans compter sur la détermination des personnels et de la CGT. En trois ans des dizaines d'assemblées générales, d'occupation du site, d'interventions auprès des directions locale et nationale, du ministère, des élus et organisations politiques, des associations de quartier, des contribuables et habitants ont eu raison de l'acharnement contre nature des directions.

Aucun service, aucun agent n'a quitté Ste Anne à ce jour.

NON A LA DEVITALISATION

La Direction, qui ne recule devant aucune contradiction, nous dit aujourd'hui vouloir après le départ des SIP et SIE, «revitaliser» le site. Elle commence donc par le «dévitaliser» pour ensuite revitaliser sa propre dévitalisation ! **Pour qui nous prend t-on ?**

Et, comble du comble, alors que depuis 3 ans la direction prend unilatéralement toutes les décisions, elle propose aujourd'hui aux OS de participer à cette «revitalisation».

La direction voudrait trouver de nouveaux locataires, mais qui s'installerait dans des bureaux qui pourraient être vendu du jour au lendemain ?

ARRET DE LA VENTE

La direction refuse de parler d'arrêt de la vente. La suspension annoncée ne trompe personne. Il s'agit, pour la direction, de gagner du temps.

Une série de dysfonctionnements a émaillé ces trois années de tentatives de transfert des services et de vente de Ste Anne. L'acharnement de l'administration à vouloir suivre son propre calendrier l'a contraint à reculer de six mois en six mois les transferts des SIP/SIE (de juillet 2010 à juillet 2013 aujourd'hui) ou à tenter, pour amorcer la pompe, d'en déplacer d'autres (brigades de vérifs et pôle CE).

Les services de la DDPP occupant un étage, à Borde, où devaient aller des services de Ste Anne, ne partent plus. La mise en vente de Ste Anne est un fiasco, au lieu des 10 millions d'euros estimés, les investisseurs n'en ont proposé que le quart.

Le dossier Ste Anne prend l'eau de toutes parts. Il serait temps de le fermer !



Ste ANNE, 4 DECEMBRE: MAUVAIS COUP !

Le 4 décembre lors d'un CT consacré aux risques professionnels et autres «espaces de dialogue» et juste avant que les OS le quittent après avoir lu leurs déclarations, le directeur des ressources, M. Pons nous a lu une lettre du Directeur général adressée à notre Directrice locale. Il s'agissait des propositions écrites concernant Ste Anne.

Mais, surprise, alors que le 15 novembre, sur l'insistance de la CGT, le DG avait précisé qu'aucun autre service que les SIP/SIE n'était programmés au départ de Ste Anne en 2013, il ajoutait, quelques jours après, au détour d'une phrase un nouveau déménagement : celui de France Domaine.

Quel crédit pouvons-nous porter aux annonces faites puis modifiées quelques jours après ?

Mais la surprise ne s'arrêta pas là. M. Pons refusa, le 4 décembre, de nous remettre la lettre qu'il venait de nous lire. Malgré notre insistance, nous n'avons, 15 jours après, toujours pas cette lettre...

Y a-t-il autre chose que ce qui nous a été lu ? Sinon pourquoi refuser de nous transmettre la lettre !

CONTRE UNE REFORME DESTRUCTRICE

Des SIP/SIE, comme tous les autres services ont vocation à rester à Ste Anne qui est un site de proximité jouissant des capacités pour accueillir agents et usagers dans les meilleures conditions.

Puisque malheureusement SIP/SIE il y a, rien n'oblige et ne justifie que les SIP/SIE des 1,5,6,7,8,9 et 10èmes arrondissements soient installés sur un lieu unique et inadapté. Pas plus d'ailleurs que ne l'est la concentration des SIP/SIE des 2,3,14,15 et 16èmes arrondissements à Sadi Carnot.

Ces concentrations sont préjudiciables au bon fonctionnement des services et à l'exercice des missions. Elles sont génératrices de dégradation des conditions de travail et dangereuses pour la santé des agents. Elles n'ont pour but que la destruction des emplois publics.

POUR DES SERVICES DE PROXIMITE

Nous n'avons jusqu'à aujourd'hui que des signes de la mauvaise volonté d'une direction locale qui pratique une politique jusqu'au boutiste.

Ensuite, et c'est plus fondamental, la DG et la Direction locale refuse de comprendre les fondements de notre position. Il ne s'agit pas de « marchander » un transfert qui n'a aucune raison et encore moins celle de l'intérêt des missions, des agents et des usagers. Nous voulons des services de proximité accessibles à tous, pas des usines à gaz concentrées où les usagers s'entassent et où les fusions de services permettraient toujours plus de suppressions d'emplois. Nous ne voulons ni de supermarchés des finances publiques, ni d'opérations immobilières et spéculatives au profit des affairistes qui ont plongé l'Espagne, le Portugal et la Grèce dans la déroute et les salariés dans la pauvreté.

⇒ **ARRET DE LA VENTE**

⇒ **AUCUN SERVICE NE DOIT
QUITTER Ste ANNE**

